



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Karl-Polanyi>

Karl Polanyi

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 2010 à nos jours - Année 2015 - N° 1167 - août-septembre 2015 -

Date de mise en ligne : mercredi 9 décembre 2015

Date de parution : août 2015

Description :

François Chatel rappelle l'essentiel de l'oeuvre de ce démystificateur du capitalisme, remise d'actualité par la similitude de la situation présente avec celle des années 1930.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Avec la mondialisation capitaliste, une nouvelle offensive de la société de marché sévit depuis une trentaine d'années. Présentée comme moderne et universelle, alors que son origine remonte au début du 19ème siècle, l'économie libérale domine le monde comme au cours des années 1920-1930, avec une menace similaire de nouveaux fascismes.

Cette similitude remet dans l'actualité l'oeuvre de K. Polanyi, ce démystificateur du capitalisme et prédicateur de sa fin, que François Chatel présente ici :

Comme Cornélius Castoriadis [1], Karl Polanyi fait partie de ces "empêcheurs de tourner en rond" dont le monde actuel a grand besoin pour garder les yeux ouverts [2] et élaborer une stratégie d'opposition à notre système politico-économique qui est en train de détruire la société et l'environnement.

La naissance du dieu capitalisme

Selon Karl Polanyi (1886-1964), économiste hongrois, l'économie marchande s'est « désencastrée » de la société en appliquant la théorie du marché autorégulateur. Selon cette théorie, conçue vers 1830, le marché est une entité à part entière, qui obéit à des lois fixes et indépendantes des cultures humaines. Cette conception de l'économie, qui est en rupture avec toutes celles qui l'ont précédée, est apparue en Angleterre, puis s'est étendue au reste du monde occidental.

Tout a commencé par l'appropriation privée d'espaces jusqu'alors dévolus à l'usage collectif. Ce mouvement, dit "des enclosures", a ainsi ouvert une première brèche au capitalisme. Il s'est accompagné d'importantes modifications des pratiques culturelles, puis industrielles, et aussi par un mouvement de désintégration sociale sans précédent décrit par Polanyi et Thomas More.

Selon la loi de Speenhamland du 6 mai 1795, un revenu minimum, dit "droit de vivre", fut toutefois garanti à tout homme dont le salaire était inférieur à un revenu familial fixé par barème. De sorte qu'aucun travailleur n'avait un intérêt matériel à satisfaire son employeur, puisque son revenu était le même quel que soit son salaire.

Cette situation était évidemment désavantageuse pour les nouvelles fabriques dont les machines complexes avaient besoin d'ouvriers attentifs à ce que la production soit assurée en continu. Pour empêcher cette situation, les industriels capitalistes exigèrent l'abolition du "droit de vivre" et l'obtinrent en 1834. De cette façon ils liaient la force de travail au salaire afin d'en tirer plus de rendement.

Cela supposait que les éléments nécessaires à la production, en particulier le travail, la terre et la monnaie, soient approvisionnés en continu. C'est à cette fin que « Townsend, Malthus et Ricardo érigèrent...l'édifice de l'économie classique, le plus formidable des instruments conceptuels de destruction qui aient jamais été utilisés » [

Ainsi sont proclamées les recommandations suivantes : « pas de salaires fixés, ni de secours pour les chômeurs valides, mais pas non plus de salaires minimaux, ni rien qui garantisse le « droit de vivre ». Il faut traiter le travail comme ce qu'il est, une marchandise qui doit trouver son prix sur le marché. Les lois du commerce sont les lois de la nature et, par conséquent, les lois de Dieu... Que le marché ait la charge des pauvres, et les choses iront toutes seules. Le calcul de la souffrance et du plaisir demande qu'aucune souffrance inévitable ne soit infligée. Si la faim peut faire le travail, on n'a pas besoin d'autre sanction » [5].

Après le cynique, voici le sordide, je cite : « Dans l'état de prospérité sociale le plus élevé, la grande masse des citoyens possédera probablement peu de ressources en dehors du travail journalier et par conséquent elle sera toujours proche de l'indigence... la tâche du gouvernement est d'accroître le besoin pour rendre efficace la sanction physique de la faim. C'est une loi de la nature que les pauvres soient imprévoyants ; en effet, le travail servile, sordide et ignoble ne se ferait pas sans elle » [6]. Polanyi rejoint ainsi de nombreux ethnologues dont Margaret Mead, sur la responsabilité de la société de marché pour avoir plongé volontairement des peuples dans un vide culturel, cause des pires dégradations sociales. Comment, s'indigne-t-il, a-t-on pu penser que « les besoins d'ordre économique remplissent automatiquement ce vide culturel et fassent que la vie paraisse vivable dans n'importe quelles conditions » [7].

Le rôle des institutions... pas clair !

Polanyi montre que les lois favorisèrent l'instauration de l'économie de marché et sa cohorte de « maux les plus lamentables et les plus durables ». Et, circonstance aggravante, le « droit de vivre », dit-il, en assurant un revenu aux indigents, dans le contexte de prise de pouvoir de la société industrielle et marchande, a longtemps retardé la formation de la classe ouvrière, du syndicalisme, avec pour conséquence l'abandon de l'ouvrier à son sort.

Il fait remarquer qu'en anticipant le mouvement industriel et les nouvelles tendances économiques, « La constitution américaine, mise en forme dans un milieu d'agriculteurs-artisans par une classe dirigeante avertie de ce qui se passait sur la scène industrielle anglaise, isola entièrement la sphère économique de la juridiction de la Constitution, plaça ainsi la propriété privée sous la plus haute protection concevable et créa la seule société de marché au monde qui fut fondée légalement. Malgré le suffrage universel, les électeurs américains étaient impuissants contre les possédants » [8]. De cette façon, souligne-t-il, aux yeux des libéraux « la démocratie du peuple met le capitalisme en danger » [9]. Les exemples foisonnent, ces derniers temps, pour confirmer cette remarque.

Dans son ouvrage majeur, *La Grande Transformation*, paru en 1944, Polanyi souligne le rôle prédominant des institutions, cette complicité entre les nouveaux capitalistes et l'État, sans lesquelles une économie de marché autorégulatrice, qu'il considère comme une utopie destructrice, n'aurait pas pu voir le jour. « Les efforts déployés par des économistes comme Ricardo ou Malthus, les interventions systématiques, prolongées et parfois violentes de l'État, furent essentiels dans l'institution de cette croyance utopique dans l'autorégulation marchande ». Dans un passage célèbre de *La Grande Transformation*, Polanyi affirme : « Le laissez-faire n'avait rien de naturel ; les marchés libres n'auraient jamais pu voir le jour si on avait simplement laissé les choses à elles-mêmes. [...] le laissez-faire lui-même a été imposé par l'État. Entre 1830 et 1850, on ne voit pas seulement une explosion des lois abrogeant des règlements restrictifs, mais aussi un énorme accroissement des fonctions administratives de l'État, qui est maintenant doté d'une bureaucratie centrale capable de remplir les tâches fixées par les tenants du libéralisme mais aussi concernant la gestion de l'offre de monnaie, ainsi que des règles et des règlements concernant la fourniture de terre et de travail... » [10].

Cette thèse prend à contre-pied l'idée exposée par Hayek d'un marché économique spontané entravé par les interventions de l'État. « Le marché s'appuie toujours, autant que la réciprocité ou la redistribution, sur des "supports institutionnels déterminés" » [11]. « Une question se pose donc : ne peut-on pas dire que l'ignorance de cette

épaisseur institutionnelle du marché est à l'origine de la croyance erronée dans l'efficacité supposée du capitalisme financier, ce qui serait à l'origine de la crise économique actuelle ? » [11].

Le fameux "désencastrament"

Les marchands et les nouveaux industriels, poussés par l'appât du gain, se sont employés à favoriser les desseins des gouvernants, épris de puissance et de conquêtes, si bien que l'économie s'est emparée de la société au détriment de l'ensemble des liens sociaux qui existaient précédemment. Polanyi décrit ce phénomène comme un désencastrament de l'économie de l'ensemble des règles sociales. Quand tout est ainsi transformé en marchandises, c'est la société qui se retrouve encastree dans sa propre économie. « Notre thèse, écrit-il, est que l'idée d'un marché s'ajustant lui-même était purement utopique. Une telle institution ne pouvait exister de façon suivie sans anéantir la substance humaine et naturelle de la société, sans détruire l'homme et sans transformer son milieu en désert » [12]. « Dans toutes les sociétés - à l'exception de la société marchande - l'économie reste "encastrée" (embedded) dans les relations sociales. Seule l'économie de marché autorégulée s'en présente comme "dissociée" (disembedded) » [13].

La science et la nature appelées à la rescousse

Karl Polanyi parle de la théorie économique du marché autorégulateur en ces termes : « elle est essentiellement confuse... elle consiste en tentatives désespérées pour atteindre des conclusions catégoriques à propos de termes définis de manière vague avec la prétention d'expliquer le comportement des prix, la formation des revenus, le procès de la production, l'influence des coûts sur les prix, le niveau des profits, des salaires et de l'intérêt,... » [14] et il souligne qu'en parallèle, « à mesure qu'on appréhendait progressivement les lois qui gouvernent une économie de marché, ces lois étaient mises sous l'autorité de la Nature elle-même » [15]. Comme Townsend, Malthus s'empare de la régulation au sein de la Nature pour justifier les sacrifices et les affres subis par la société et plus particulièrement les pauvres. Ils prétendent que le marché autorégulateur ne peut être critiqué ou remis en question puisqu'il correspond à une gestion naturelle de toute société humaine. D'après eux, il est l'apogée de la civilisation comme prédit par les tenants des "Lumières". Ainsi, la famine et la vie misérable de certains sont assimilées aux forces de la Nature tout comme la guerre, les épidémies... et même le vice.

Polanyi, en historien de l'économie, montre dans La Grande Transformation que cette analogie construite entre l'économie de marché et la nature s'est peu à peu transformée en une croyance quasi-religieuse. « Selon l'avis d'auteurs libéraux tels que Spencer et Summer, Mises et Lippmann, tout protectionnisme est une erreur causée par l'impatience, la cupidité et le manque de prévoyance, erreur sans laquelle le marché aurait résolu toutes ses difficultés » [16]. Le sectarisme des libéraux leur fait dire que « la racine de tout le mal se trouve précisément dans cette ingérence dans la liberté de l'emploi, du marché et de la monnaie pratiquée par les différentes écoles du protectionnisme social... n'était l'alliance impie des syndicats et des partis ouvriers... joignant leur force pour faire échouer la liberté en économie, ...l'aveuglement des travailleurs qui n'ont pas su voir qu'une complète liberté économique était en fin de compte bénéfique à tous les intérêts humains, y compris les leurs » [17]. Leur fanatisme les conduit à signifier sans pudeur que « les maux de l'époque ont été causés par nos manquements au libéralisme économique » [18].

Heureusement, Polanyi remet les pendules à l'heure et dans La Grande Transformation, il rappelle au lecteur que le mythe de l'économie de marché qui revendique la filiation naturelle du troc aux marchés locaux, puis aux marchés au long cours, et finalement à l'économie de marché, pour aboutir à la société de marché, n'est pas vérifié par les recherches anthropologiques et historiques. Les nombreux témoignages démontrent même le contraire, il « n'est pas

non plus le but naturel de quelque trois mille ans de développement occidental » [19]. Polanyi y détruit le mythe de l'Occident se situant à l'avant-garde et au faite du développement humain. Dans cette nouvelle perspective, les sociétés occidentales modernes sont, à de nombreux aspects, « reléguées à un canton écarté de l'univers des sociétés humaines » [20]. En résumé : « Le Marché (généralisé) et l'homo oeconomicus ont été construits idéologiquement par une classe de commerçants et soutenus par des politiques d'État » [21] et il ne cessera de le prouver.

Les leçons tirées des sociétés du passé

Polanyi puise constamment dans le passé pour étayer son argumentation. Ce qui lui permet d'affirmer que « l'économie de marché est une structure institutionnelle qui, comme nous l'oublions tous trop facilement, n'a pas existé à d'autres époques que la nôtre, et même à notre époque, elle n'a pas existé partout » [22]. « On peut affirmer que tous les systèmes économiques qui nous sont connus jusqu'à la fin de la féodalité en Europe occidentale étaient organisés selon les principes soit de la réciprocité ou de la redistribution, soit de l'administration domestique, soit d'une combinaison des trois » [23].

Il rappelle que selon le principe de la réciprocité, les biens s'échangent par la voie du don/contre-don ce qui participe à la création du lien social entre personnes impliqués. « Donner aujourd'hui signifie recevoir demain » [24]. L'autonomie individuelle est nécessaire à la solidarité. Le « je » se définit par rapport à autrui et non par son indépendance aux autres. Il y a prise en charge d'autrui par chacun. Cette définition de la réciprocité par Karl Polanyi rejoint donc très largement les conclusions de l'Essai sur le don de Marcel Mauss, paru en 1923.

Dans la redistribution, l'ensemble de la production est remise à une autorité centrale qui a la responsabilité de la répartir (chef, aristocratie dirigeante, bureaucratie...) tant au niveau individuel que collectif. Ce modèle implique une division du travail mais sans idée de profit personnel et de hiérarchie de classes.

Selon Polanyi, la pratique du commerce a toujours existé, ainsi que certains usages de la monnaie, mais celui-ci a plus souvent obéi à la logique de réciprocité ou de redistribution qu'à celle du marchandage, de l'achat et de la vente. Il obéit à une méthode relativement pacifique d'acquérir des biens qu'on ne trouve pas sur place. Approfondissant le travail de Max Weber (1864-1920), qui montra que le commerce entre peuples précéda les formes d'échanges internes, Polanyi affirme que : « le vrai point de départ est le commerce au long cours, résultat de la localisation géographique des biens, et de la division du travail née de cette localisation » [11].

Si une conclusion s'impose plus nettement que tout autre après les études récentes sur les premières sociétés, c'est le caractère immuable de l'homme en tant qu'être social... Les relations sociales englobent donc, en règle générale, l'économie. Depuis toujours, l'être humain a agi de manière, non pas à protéger son intérêt individuel pour posséder des biens matériels, mais de manière à garantir sa position sociale, ses droits et ses avantages sociaux. Il n'accorde de valeur aux biens matériels que pour autant qu'ils servent cette fin. Et puis, toutes les obligations sociales étant, à long terme, réciproques, en les observant l'individu sert au mieux ses intérêts, suivant le principe du « donnant-donnant ». La générosité y alimente tant le prestige social, que tout comportement autre que le plus total oubli de soi n'est tout simplement pas payant. Polanyi parle de réciprocité et de redistribution là où Smith parle de troc. Le chapitre 6, valeur d'échange et diplomatie du commerce primitif, de l'excellent ouvrage de Marshall Sahlins, Age de pierre, âge d'abondance, donne une brillante confirmation des propos de Polanyi. On peut y ajouter les témoignages de Bücher et Firth : « À l'origine le troc est complètement inconnu. Loin d'être possédé d'une passion pour le troc, l'homme primitif l'a en aversion » [25]. En fait, les idées d'Adam Smith sur la psychologie économique du premier homme étaient aussi fausses que celles de Rousseau sur la psychologie politique du sauvage !

En s'appuyant sur les nombreux témoignages des ethnologues de son époque, Polanyi s'attarde sur la réhabilitation de la nature humaine, que les économistes libéraux ont tant décriée afin de justifier les mesures antisociales et inhumaines nécessaires à l'instauration du capitalisme. C'est ainsi qu'il montre que s'attendre à être payé pour son travail n'est pas « naturel » à l'homme. « Le gain, stimulant du travail dans les communautés plus évoluées, ne joue jamais ce rôle dans le milieu indigène original » [26]. Le travail y est effectué non par l'appât du gain mais pour l'honneur et la reconnaissance, pour la réciprocité et la compétition sociale, pour la renommée et le plaisir de travailler. « Il ne faut pas manquer d'observer que le travail n'est jamais limité au minimum indispensable mais qu'en raison du penchant naturel ou acquis à l'activité, il dépasse toujours la quantité de travail strictement nécessaire à l'exécution de l'ouvrage... Les hommes rivalisent entre eux à qui ira le plus vite, à qui fera la meilleure besogne, etc... Mettre son travail à la disposition d'un autre n'est pas seulement un service économique, mais un service social » [27]. Nous sommes très loin des jugements affligeants sur la nature humaine prononcés par l'alliance religion-pouvoir ! Ces jugements mensongers, destinés à protéger leur situation et leurs intérêts, sont pourtant présentés comme des résultats scientifiques par les tenants du capitalisme... pour défendre le libéralisme économique.

La terre, le travail, la monnaie ... des marchandises ??

Dans une société commerciale complexe, le travail, la terre et la monnaie sont les trois éléments indispensables à la production industrielle. Karl Polanyi montre que cela signifiait concrètement qu'il fallait organiser des marchés pour pouvoir acheter le travail (dont le prix s'appelle salaire), la terre (ou capital dont le prix s'appelle loyer ou rente) et la monnaie (dont le prix s'appelle taux d'intérêt), comme n'importe quelle autre marchandise. C'était soumettre la société entière, relations sociales, politiques et écologiques, à la loi du marché.

Il dénonce le caractère inhumain de la relation perverse entre travail et salaire. Le travail n'a jamais été une marchandise. Soumettre à un marché cette activité humaine, essentiellement sociale, basée sur la réciprocité des relations et permettant la construction personnelle par la reconnaissance et la coopération ne pouvait que détruire les sociétés traditionnelles et ceux qui les composent.

« Quand un homme sollicite du travail, ce n'est pas du travail qu'il demande, mais un salaire » [28]. Ce fait est en général interprété comme étant la preuve de la paresse humaine. Il n'y a pourtant rien de plus faux, affirme Polanyi, car, cette attitude n'a plus rien de naturel. En fait, explique-t-il, la culture et la société ont tellement été bouleversées depuis deux cents ans que l'humain s'est adapté à l'individualisme du monde libéral jusqu'à suivre cette logique imposée. Ce travail marchandise que nous propose la société de marché n'est qu'un esclavage, rien de plus. Et il ajoute : « Lorsqu'on prétend, comme on le fait parfois, que la législation sociale, les lois des fabriques, l'assurance-chômage et, par-dessus tout, les syndicats, n'ont pas fait obstacle à la mobilité du travail et à l'élasticité des salaires, on donne à entendre que ces institutions ont totalement échoué dans leur dessein, qui était exactement d'interférer avec les lois de l'offre et la demande en ce qui concerne le travail des hommes, et à retirer celui-ci de l'orbite du marché » [29].

Polanyi parle aussi du danger que procure la monnaie-marchandise lorsque la production augmente dans un système autorégulateur : « En pratique courante, la monnaie-marchandise est de l'or ou de l'argent, dont on peut augmenter la masse en un court laps de temps, mais dans une faible mesure. Or une expansion de la production et du commerce qui n'est pas accompagnée d'une augmentation de la masse monétaire doit causer une chute des prix : c'est précisément le type de déflation désastreuse que nous avons à l'esprit » [30]. Afin d'éviter le blocage de l'économie de marché, les États ont développé la création monétaire par le système bancaire, ce qui fait dire à Polanyi qu'aucune « économie de marché séparée de la sphère politique n'est possible » [31].

Le besoin de désencastrement

L'effort permanent pour « marchandiser » le travail, la terre et la monnaie afin de soumettre la société au laissez-faire, nous dit K.Polanyi, conduit inévitablement à des réponses sociales contre les effets dévastateurs qui peuvent conduire à des catastrophes, comme le 20ème siècle en a été le témoin.

Pour Polanyi, l'autonomie du marché est une illusion libérale dont les « poussées » sont périodiquement contrecarrées par des initiatives sociétales qui tentent de réinsérer le fonctionnement de l'économie dans le cadre démocratique. Ce besoin impérieux de « réencastrement social » est régulièrement appliqué par ceux qui subissent les affres d'une période de libre échange et de laissez-faire (l'Angleterre victorienne, la Prusse de Bismarck, la France de la 3ème république et même l'empire des Habsbourg, etc...), par l'application d'une législation antilibérale en ce qui concerne la santé publique, les conditions de travail, les assurances sociales, les services publics et les droits syndicaux. « Si l'économie de marché représentait une menace pour les composantes du tissu social que sont l'homme et la nature, il fallait s'attendre que toute espèce de gens se sentent poussés à réclamer une certaine forme de protection » [32]. « La protection sociale est l'accompagnement obligé d'un marché sensé autorégulateur » [33].

En suivant la thèse de Polanyi, que nous réservent alors les prochaines années comme opposition aux idées libérales du « laissez-faire » qui ont été ravivées depuis les années 1980 sous les gouvernements de Ronald Reagan et Margaret Thatcher, et perpétuées par tant d'autres ensuite ?

Réflexion sur le fascisme et le totalitarisme

Pour Polanyi, le modèle économique du marché a été à son apogée entre 1830 et 1930. Les ravages sociaux dont il a été responsable ont enclenché de tels contre-mouvements que ce modèle s'est effondré et a entraîné avec lui la stabilité internationale en enclenchant les deux guerres mondiales du 20ème siècle et en détruisant la démocratie dans de nombreux pays. Les totalitarismes fascistes et communistes auraient été des tentatives volontaristes de ré-encastrement anti-démocratiques de l'économie dans le social et le politique. Dans une formule provocatrice, il annonce : « Pour comprendre le fascisme allemand, nous devons en revenir à l'Angleterre de Ricardo » [34]. Pour lui, ces tentatives de réappropriation de l'économie par les États, se sont traduites sous différentes formes de suppressions des libertés. « La Russie passa à un socialisme de forme dictatoriale. Le capitalisme libéral disparut dans les pays qui se préparaient à la guerre, comme l'Allemagne, le Japon et l'Italie, et aussi, dans une moindre mesure, aux États-Unis et en Grande Bretagne » [35]. Ainsi le New Deal, le Front populaire, et les politiques keynésiennes se ressemblent en ce qu'elles sont des manifestations du refus du « laissez faire », et le fascisme italien et sa forme radicale, le nazisme, sont des extrémismes de cette dialectique.

Polanyi explique que le fascisme est « une solution totalitaire à la crise de la société de marché. [II] ne fut pas un simple outil de la bourgeoisie pour perpétuer son pouvoir, ni un simple courant réactionnaire ou conservateur, mais un mouvement qui s'appuie sur les masses pour amener celles-ci à se déposséder de leur propre pouvoir » [36]. « Le fascisme constitue le type même de solution révolutionnaire qui garde le capitalisme intact » [37]. Nulle complicité, donc, entre la démocratie et le marché, contrairement à ce qui est généralement avancé par les libéraux. Non seulement le fascisme ne contredit pas le capitalisme, mais il lui emprunte son organisation hiérarchique et sa pratique autoritaire du pouvoir, appliquées au sein de l'entreprise et de l'industrie. « Loin d'étendre le pouvoir de l'État démocratique à l'industrie, le fascisme s'est en effet efforcé d'élargir le pouvoir de l'industrie autocratique à l'État » [38].

Que de similitude avec la situation actuelle qui est prête à accueillir d'autres formes du fascisme ! Polanyi en donnait une explication, qui est d'actualité : « Si la dette avait des origines économiques, elle se résoudrait dans le cadre

économique existant. Mais, comme ces dettes expriment la crise d'un modèle socio-économique, une mutation structurelle est nécessaire. Le fascisme, à cet égard, trouve son origine dans cette nécessité, bien qu'il constitue une impasse en termes de civilisation. Par la liquidation de politique démocratique au profit de la dictature du Capital, il constitue une solution à l'antagonisme entre économie et politique, lequel est secrété par l'institutionnalisation rigide des sphères sociales que l'on doit au libéralisme » [11]. D'ailleurs, le libéralisme répugne souvent à reconnaître sa dérive fascisante, ce qui explique l'hostilité de certains libéraux à l'encontre du travail de Polanyi.

Comme C. Castoriadis, le seul élément de réponse que Polanyi aperçoit est celui de l'éducation du peuple, cette éducation représentant l'institution majeure dans une société complexe afin d'encourager le non conformisme et l'indépendance de caractère. Confrontée à une technologie et à une communication de masse, la liberté devient le point crucial. La survie de la société repose donc sur des institutions créées par un peuple capable de les élaborer spontanément.

Karl Polanyi et le socialisme

Dès 1922, Polanyi cherche à élaborer un modèle de socialisme décentralisé, non bureaucratique, associationniste, qui n'abolisse pas le marché, mais le ré-encastre dans le rapport social et les régulations démocratiques, en réponse à ce qu'il considère comme l'impasse du libéralisme et à l'erreur que constitue la planification centralisée. Il parle de la « domestication » du marché et préconise la construction d'une économie où échange (marché, troc), redistribution et réciprocité seraient les modèles économiques privilégiés.

Polanyi n'a jamais renié le recours au marché pour l'allocation de certains biens et services, mais condamnait l'intégrisme du marché autorégulateur : « la réciprocité gagne beaucoup en efficacité du fait qu'elle peut utiliser la redistribution ainsi que l'échange comme méthodes subordonnées. En fait, dans les économies non marchandes, ces deux formes d'intégration - réciprocité et redistribution - se pratiquent généralement ensemble » [39].

À l'époque où il écrit, 1944, il croit en la continuité de la civilisation industrielle, libérée du marché autorégulateur mais « non des marchés qui doivent continuer à assurer de différentes façons la liberté du consommateur, à indiquer comment se déplace la demande, à influencer sur le revenu du producteur et à servir d'instrument de comptabilité » [40]. Il ajoute : « Si l'on ne veut pas laisser l'industrialisme éteindre l'espèce humaine, il faut le subordonner aux exigences de la nature de l'homme » [41].

L'État contrôlerait le marché et redistribuerait les richesses qu'il produirait, le tout étant sous contrôle de la démocratie.

Il propose une économie sociale et solidaire qui se présente comme une économie qui combine les trois modèles qu'il décrit : économie marchande (échange), économie publique (redistribution) et économie sociale et solidaire, animée par la réciprocité et l'entraide mutuelle.

Ce qui fut réel jadis, un « commerce sans marché », pourrait être possible aujourd'hui, dans le cadre de sociétés modernes, complexes et technologiquement avancées. Un commerce ré-encasté dans le social, où les échanges et les prix seraient débattus démocratiquement. En résumé, il rappelle toute l'importance de la suprématie de la liberté politique sur la liberté économique.

Recentrer l'économie dans la société et la maîtriser par la politique, réhabiliter le travail, la terre et la monnaie, ces concepts du socialisme proposés par Polanyi seront vite rapprochés par nos lecteurs de la démarche qui est l'origine

et la raison d'être de ce journal telle que rappelée dans notre précédent numéro, puisque La Grande Relève milite en faveur de l'abolition tant du salariat et de la propriété privée des moyens de production que de toute capitalisation. Ce qu'elle complète par le principe d'une nouvelle monnaie, bannissant le prêt à intérêt et l'épargne qui sont causes d'inégalités sociales perverses. Il s'agit bien de donner la priorité à la liberté individuelle sous forme d'autonomie au sein d'une société basée sur la solidarité et la coopération.

Sans omettre le marché, car celui-ci retrouve sa vraie nature et toute son utilité : permettre de tenir compte des choix des consommateurs, puisque tous ont un pouvoir d'achat pour les exprimer et qu'aucune publicité n'a plus intérêt à les influencer.

Débarrassés du capitalisme, Polanyi assure qu'il sera alors possible « de tolérer de bon gré que d'autres nations donnent à leurs institutions internes une forme convenant à leurs inclinations, transcendant ainsi le dogme pernicieux du 19ème siècle, celui de la nécessaire uniformité des régimes intérieurs dans l'orbite de l'économie mondiale » [42]. Cette phrase n'est-elle pas encore d'une criante actualité ? Et il persiste pour exhorter la nouvelle civilisation dont il est persuadé de l'émergence prochaine, d'universaliser le droit à la non-conformité « comme marque d'une société libre » [43].

[1] François Chatel, GR 1164, mai 2015.

[2] Jacques Duboin, Les yeux ouverts, 1982.

[3] Page 306
Sauf indication contraire, les pages font références à Karl Polanyi, La Grande Transformation, éd. Gallimard, 1983

[4] Page 307

[5] Page 177

[6] Page 177

[7] Page 228

[8] Page 308

[9] Page 309

[10] Jérôme Maucourant et Sébastien Plociniczak, Penser l'institution et le marché avec Karl Polanyi, Revue de la régulation, mis en ligne le 21 décembre 2011. <http://regulation.revues.org/9439>

[11] C. Arensberg, H Pearson, Karl Polanyi. L'économie en tant que procès institutionnalisé ; Les Systèmes économiques dans l'histoire et la théorie, éd. Larousse Université, Paris

[12] Page 38

[13] Christophe Lavalie, Évolution de l'hétérodoxie en économie, La pensée économique contemporaine, La Documentation Française no 363, juillet aout 2011.

[14] Page 186

[15] Page 187

[16] Page 207

[17] Page 210

[18] Page 233

[19] Wikipédia, La Grande Transformation.

[20] Wikipédia, La Grande Transformation.

[21] Wikipédia, La Grande Transformation.

[22] Page 81

[23] Page 101

[24] Page 374

[25] Page 376

[26] Page 370

[27] Pages 370 et 371

[28] Page 251

[29] Page 252

[30] Page 270

[31] Page 274

[32] Page 218

[33] Page 281

[34] Arnault Skornicki, Karl Polanyi, le marché et le socialisme, La vie des idées.fr.

[35] Page 331

[36] Arnault Skornicki, Karl Polanyi, le marché et le socialisme, La vie des idées.fr.

[37] Arnault Skornicki, Karl Polanyi, le marché et le socialisme, La vie des idées.fr.

[38] Arnault Skornicki, Karl Polanyi, le marché et le socialisme, La vie des idées.fr.

[39] Jean-Michel Servet, Le principe de réciprocité chez Karl Polanyi, contribution à une définition de l'économie solidaire, Revue Tiers Monde 2007/2 (n° 190), p.247, éd. Armand Colin / Dunod.

[\[40\]](#) Page 341

[\[41\]](#) Page 3

[\[42\]](#) Page 343

[\[43\]](#) Page 345